

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX
NETTOYAGE DE DECORS DES RESIDENCES PRESIDENTIELLES**

OBJET :

**Accord-cadre de travaux d'entretien des décors
notamment le dépoussiérage et nettoyage des décors, la réparation des supports, des
raccords sur dorures ou réintégration picturale, de la réparation des écailles et des
soulèvements et le cas échéant de la recréation ponctuelle de décors de 6 sites classés
monuments historiques**

TITULAIRE :

N° :

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE A BONS DE COMMANDE**

Date : **Janvier 2025**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DES TRAVAUX	3
ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	3
2.1 NORMES ET REGLEMENTS	3
2.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX	3
2.2.1 Généralités	3
2.2.2 Contenu des travaux	3
2.3 COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES	5
2.4 QUALITÉ DES MATÉRIAUX	5
2.4.1 Nature des matériaux	5
2.5 CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION.....	5
2.5.1 Constat d'état des lieux.....	5
2.5.2 Travaux dans des zones en activités	6
2.5.3 Equipements communs.....	6
2.5.4 Responsable d'exécution	6
2.5.5 Elaboration des documents d'exécution	6
2.6 ECHAFAUDAGES OU AUTRES DISPOSITIFS POUR LES TRAVAUX EN HAUTEUR	6
2.7 BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE DU MARCHE A BON DE COMMANDE	7
2.8 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	7
2.8.1 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	7
2.8.2 Incendie	7
2.8.3 Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier	7
2.8.4 Nettoyage de chantier et gestion des déchets.....	7
2.8.5 Interdictions momentanées	8
2.8.6 Obligations, règlements et sécurité, comportement du personnel.....	8
2.8.7 Travaux en présence de plomb et/ou amiante.....	9
2.8.8 Fin de chantier	9
2.9 ECHANTILLONS, PROTOTYPES, PIECES DE RECHANGE, BONS DE COMMANDE DES TITULAIRES	9
2.9.1 Échantillons	9
2.9.2 Prototypes	10
2.9.3 Pièces de rechange.....	10
ARTICLE 3 - MISE EN SERVICES ET RECEPTION.....	10
3.1 REMISE DES D.O.E.....	10

ARTICLE 1 - OBJET DES TRAVAUX

Le présent accord-cadre a pour objet les travaux d'entretien de 6 sites classés au titre des patrimoines historiques. Les sites sont localisés à Paris (75) et dans le 78, sur une surface totale de 40 000 m².

Le présent accord-cadre a pour objet les travaux d'entretien des décors, notamment le dépoussiérage et nettoyage des décors, la réparation des supports, des raccords sur dorures ou de réintégration picturale, de réparation des écailles et des soulèvements et le cas échéant de recréation ponctuelle de décors de 6 sites classés monuments historiques.

Les travaux se dérouleront systématiquement en site sensible et occupé.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

2.1 NORMES ET REGLEMENTS

Les notes de calculs et les travaux d'exécution des ouvrages seront exécutés conformément aux normes, aux règlements et prescriptions techniques en vigueur, DTU, les décrets et arrêtés relatifs, et notamment au REEF (Recueil des Éléments Utiles à l'Établissement et l'Exécution des Projets et des Marchés de Bâtiments de France).

Le titulaire devra prendre en compte toutes les prescriptions techniques complémentaire imposés par les distributeurs d'énergie, Télécom, le bureau de contrôle, le Coordonnateur SSI, le coordonnateur SPS, la Commission de Sécurité et d'accessibilité...

Le titulaire veillera au respect des exigences de la réglementation thermique et acoustique en vigueur, des exigences relatives à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à l'exposition d'amiante et de la sécurité du personnel, notamment contre les risques de chutes, et de bruit.

Selon une démarche environnementale, l'entreprise devra veiller notamment au tri des déchets, à l'utilisation des matériaux dont la fabrication exige moins d'énergie, constitués à partir de produits naturels et durables, aux nuisances sonores de chantier.

2.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX

2.2.1 Généralités

Les travaux comportent suivant les besoins :

- Les études, les notes de calcul, les plans d'exécution et de détails des ouvrages,
- La mise en place des protections diverses,
- Démolition et déconstruction de petits ouvrages existants,
- L'amenée et le repli du matériel, et des engins de chantier,
- La reconnaissance et la réception de tous supports,
- Tous travaux de réservation et de finition,
- Mise en place de base de vie conforme aux règles d'hygiènes, du code du travail,
- L'établissement, le cas échéant, d'un PPSPS,
- Le respect des règles d'hygiènes et de sécurité,
- La fourniture des échafaudages ou dispositifs pour les travaux en hauteurs, engins et appareils nécessaires aux travaux, à leur pose, déplacements, dépôt et enlèvement,
- Tous les matériels pour l'exécution des travaux,
- Le nettoyage de chantier et l'enlèvement de tous les matériaux, matériels et équipements déposés et démolis, au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- L'évacuation et tri des déchets de chantier,
- La mise en place de bennes à gravois en nombre suffisant, ou évacuation à la déchetterie,
- La réalisation des DOE.

2.2.2 Contenu des travaux

Les travaux du présent marché comportent notamment :

- Dépoussiérage et nettoyage de décors ;

Dépoussiérage à réaliser par brossage à la brosse douce, gommage à l'aide de gommes type WISHAB, stylets fibre de verre ou tout autre procédé à faire agréer par le maître d'œuvre, aspiration des poussières simultanément aux opérations de dépoussiérages à l'aide d'aspirateurs spéciaux à variateur de vitesse.

Supports possibles : sculptures en staff peint et doré, décors en stuc marbre, peinture décorative, toiles peintes marouflées, dorure, argenture, panneaux vitrés etc.

- Dépoussiérage sur parois verticales ;
- Dépoussiérage sur plafond, voussures, corniches et rosaces ;
- Dépoussiérage d'éléments sculptés ;
- Nettoyage des marbres ;

Dépoussiérage à la brosse douce, nettoyage à l'eau savonneuse PH neutre, gommage Wishab, cirage spécial marbre.

- Re-fixation de décors rapportés ;

Re-fixation des décors rapportés (moulures et éléments sculptés bois, staff, carton pierre etc.) et réparation des accidents (fissures, impacts, éclats, etc.).

La purge d'éléments instables ne sera admissible que dans le cas où les fragments ne sont pas des éléments originaux du décor pictural ou sculptural. Dans le cas contraire, les fragments devront être recollés ou refixés par instillation d'adhésif naturel type colle de peau de lapin ou dans le cas de peintures avec du Paraloid dilué à 5% maximum avec de l'eau déminéralisée.

- Traitement des fissures ;

Purge, préparation du support et rebouchage colmatage des fissures, des impacts éclats et autres au plâtre à modeler avec armature de filasse, teinté dans la couleur du décor compris lissage en raccord avec les parties unies, moulées ou sculptées (fissures, impacts, éclats etc.).

- Réparation des écailles et des soulèvements ;

Recollement des parties décollées et raccords avec les parties du pourtour de la reprise. Dégagement des parties fragiles non consolidables par grattage.

Pose d'un encollage.

- Reprise de dorure

Nettoyage de la partie concernée (dépoussiérage, purge ou consolidation par installation de colle de peau de lapin certifiée des supports dégradés. Reprise des apprêts à la colle de peau (colle de peau de lapin et au blanc crayeux (ou ponctuellement kaolin) teinté de la couleur des apprêts en place. Ponçage fin et réparation éventuelle. Mise en place de l'assiette rouge et/ou jaune avant dorure pour les dorures à la détrempe. Polissage de l'assiette. Pose de la feuille d'or, ramendage, brunissage (dorure à la détrempe), patine (par abrasion ou glacis coloré) et protection de l'ouvrage protection par verni mat si nécessaire.

Concernant l'application de feuilles d'or : feuilles d'or à la mixtion ou à la détrempe sur préparation avec une ou deux couches de gomme laque teintée (teinte au choix du maître d'œuvre) au titre de 980, 23,6 carats pesant 23 grammes les 1000 feuilles.

- Reprise de dorure sur métal ;

La dorure sur élément métallique pourra comprendre selon les cas, la mise à nu du métal sur la surface à reprendre avec le cas échéant la suppression totale de la rouille, l'application de sous-couche antirouille (les additifs de type Rustol ou Framéto ne seront pas considérés comme une sous couche anti-rouille). Un ragréage à base mastic époxy pourra parfois être nécessaire pour rattraper une altération profonde du métal. Les zones à dorer seront peintes au jaune de chrome à l'huile en deux couches. Après séchage la mixtion préparera la pose de la feuille d'or. La patine et la protection seront assurées de la même façon que pour les autres techniques de dorure évoquées plus haut.

- Reprise de peinture ;

Il s'agit de réaliser ou de procéder à des reprises de peinture de teinte unie et dont seule une patine par légère pigmentation ou glacis final, apporte une variation de la teinte de base.

Les techniques mises en œuvre devront s'harmoniser avec celles en place dans la pièce. Dans le cas de reprise partielle, le titulaire devra s'attacher à réaliser une intégration parfaite de texture, de couleur et de finition (brillance).

- Reprise de décors polychromes ;
- Reprise de décors en imitation de matière ;
- Exécution de patines, glacis et vernis ;
- Réalisation d'un lavis pour uniformisation d'une peinture monochrome.

2.3 COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

Lorsque les travaux prévus nécessiteront plusieurs corps d'état, le titulaire se mettra en rapport avec les autres entreprises titulaires des autres lots (lots objets du présent CCTP et du lot maçonnerie/carrelage, du lot plomberie/couverture/CVC, du lot menuiseries, du lot Electricité courants forts/courants faibles et de tout autre corps d'état en fonction de l'opération, afin d'avoir une parfaite connaissance des supports, implantations, réservations et s'entendre avec elles sur les dispositions à respecter.

En particulier, il devra s'assurer, avant de commencer les travaux le concernant que les supports sont aptes à recevoir les travaux prévus à son marché et que leur état est compatible avec les obligations qui lui sont imposées. Faute de respecter cette clause, l'entreprise sera seule responsable des conséquences pécuniaires résultant des désordres.

Un planning de travaux pourra être réalisé et la coordination des travaux sera effectuée par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage.

2.4 QUALITÉ DES MATÉRIAUX

Les matériaux seront de première qualité, et leur mise en œuvre sera soignée.

Aucune intervention n'aura lieu sans avoir, au préalable, obtenu l'accord du maître d'œuvre ou, le cas échéant, du maître d'ouvrage sur le choix définitif des matériaux et matériels.

2.4.1 Nature des matériaux

La nature des matériaux mis en œuvre sera conforme :

- Aux prescriptions relatives à la sécurité incendie.
- Aux prescriptions des Documents Techniques Unifiés.
- Aux prescriptions particulières des CCTP.
- Aux échantillons systématiquement remis au Maître d'œuvre.
- Aux agréments dont ils auront fait l'objet par le C.S.T.B. dans une période inférieure à cinq (5) ans avant leur mise en œuvre.

Les matériaux employés seront conformes aux échantillons acceptés par le Maître d'œuvre.

L'emploi de matériaux ou matériels de qualité supérieure à celle demandée, ou décrits dans les CCTP ne donnera lieu à aucun supplément, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un ordre écrit du Maître d'œuvre et d'un avenant. L'emploi de matériaux de qualité inférieure entraînera automatiquement le refus ; le remplacement qui en sera la conséquence restera aux frais de l'entrepreneur qui de plus supportera la remise en état des ouvrages en découlant.

2.5 CONDITIONS GENERALES D'EXÉCUTION

2.5.1 Constat d'état des lieux

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les conditions particulières liées à la présence d'ouvrages existants.

Dans son offre, l'entrepreneur tiendra compte de la conservation du bâtiment existant et à ce titre prendra toutes les précautions nécessaires afin de ne pas détériorer celui-ci ainsi que les éléments constructifs conservés.

Avant toute intervention, l'entrepreneur est tenu de réceptionner les supports.

Tout défaut observé devra être signalé au Maître d'œuvre ou, le cas échéant, au maître d'ouvrage en temps utile ; et le seul fait par le titulaire du présent lot, d'appliquer ses revêtements sur les supports livrés, équivaut à accepter ceux-ci sans réserve.

L'entrepreneur sera seul responsable des désordres qui pourraient intervenir sur ses prestations, résultant d'un manquement à ces obligations.

2.5.2 Travaux dans des zones en activités

La plupart des travaux seront réalisés en milieu occupé, l'entreprise devra s'adapter et respecter les contraintes et l'environnement du site. L'entreprise devra inclure forfaitairement dans son offre toutes les sujétions dues aux contraintes d'exploitation des locaux.

2.5.3 Equipements communs

Exceptionnellement, pour des travaux importants, et faisant appel à plusieurs prestataires, la répartition des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et des nettoyages en cours de chantier pourront être imputées au titre du compte prorata à l'ensemble des entreprises et la gestion sera assurée par le lot le plus conséquent.

2.5.4 Responsable d'exécution

L'entrepreneur désigne dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions et problématiques de chantier et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire devra également nommer un suppléant qui pourra ponctuellement remplacer l'interlocuteur unique (vacances, maladie, etc).

En cas de remplacement du responsable d'exécution ou remplacement définitif, le maître d'ouvrage devra être informé par écrit une semaine au préalable et le responsable devra être remplacé par une personne ayant les mêmes compétences et connaissant l'opération afin de pouvoir prendre toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de l'opération et des travaux. Pour ce faire, il devra déjà avoir participé, en accompagnant au moins pendant deux semaines le titulaire du poste pour toutes les interventions relatives à l'opération.

L'entreprise prendra également toutes les dispositions nécessaires pour l'encadrement de ses sous-traitants éventuels et le respect des délais d'étude et d'exécution qui leur incombent.

Les rendez-vous de chantier auront lieu à heures et jours fixés par l'architecte. Le responsable d'exécution sera obligatoirement tenu de participer aux réunions de chantier et de respecter les horaires.

2.5.5 Elaboration des documents d'exécution

Les dispositions prévues dans le cadre des documents d'exécution (plans, notes de calculs, etc) sont définies à l'article 9 du CCAP.

2.6 ECHAFAUDAGES OU AUTRES DISPOSITIFS POUR LES TRAVAUX EN HAUTEUR

Le titulaire prévoira toutes sujétions concernant la location, le montage et l'entretien permanent des échafaudages ou autres dispositifs nécessaires pour l'exécution des travaux en hauteur.

Les échafaudages ou autres dispositifs devront répondre aux normes réglementaires de sécurité en vigueur. Ils comprendront tous les dispositifs nécessaires permettant de garantir la protection des travailleurs et la sécurité publique des biens et des personnes.

Les prix unitaires devront comprendre tous les travaux accessoires nécessaires à la réalisation de l'ensemble notamment des cales, vérins, amarrages, trous et scellements éventuels, dressement au sol de repos, etc.

Location

Le prix global soumissionné comprendra outre les frais pour l'amenée, le montage, le démontage et le retour des échafaudages, agrès divers et installation de chantier, la location du matériel pour la durée des travaux.

Les frais de location complémentaires pour les arrêts de chantier dus aux intempéries, travaux bruyants ou autres, sont compris dans le prix global forfaitaire remis.

Réception

Avant mise à disposition de ces installations aux autres corps d'état, l'installateur devra obtenir le certificat de conformité et d'agrément par un organisme compétent (les frais étant à la charge de l'entreprise).

La vérification portera sur la structure, la conception et la sécurité des personnes et des biens.

2.7 BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE DU MARCHE A BON DE COMMANDE

La description des travaux et les plans éventuellement associés ne peuvent contenir l'énumération exhaustive et rigoureuse et la description des matériaux, détails ou dispositions nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages.

Le bordereau de prix unitaires remis par le titulaire comprend tous les études et travaux nécessaires à la parfaite réalisation et au parfait achèvement de l'ouvrage demandé.

Il ne sera pas accordé de supplément de prix pour toute erreur ou omission qu'elle qu'en soit son origine.

En cas de divergence des mesures, des quantités rencontrées entre les documents et la réalité du site, aucune réclamation par le titulaire ne sera admise par le maître d'ouvrage après notification du marché.

Le titulaire doit proposer dans son offre, éventuellement en remplacement des prestations prévues en cas d'incohérence technique, ou simplement en complément aux prestations décrites en cas d'insuffisance, des techniques et des produits de leurs choix pour parvenir à un résultat, en accord avec le maître d'œuvre, une garantie et des performances au moins équivalentes à la description donnée et le but à atteindre définis.

2.8 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

2.8.1 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Les dispositions de sécurité prévues dans le cadre de cet accord-cadre sont définies à l'article 9.4 du CCAP.

2.8.2 Incendie

Il sera fait application des dispositions particulières selon le projet des contraintes préconisées par le chef de service du bureau de prévention et de sécurité incendie de l'Etablissement.

2.8.3 Circulation des engins et véhicules et nettoyage des voies d'accès au chantier

Le titulaire prendra toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectuera en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Au cas où il ne procéderait pas en temps utile au nettoyage demandé par le représentant du maître d'œuvre sur le chantier, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de faire procéder à ce nettoyage, par l'entreprise de son choix, aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable conformément à l'article 31.4.4 du C.C.A.G-Travaux.

Les sommes correspondantes étant retenues sur le premier décompte mensuel suivant. Cette possibilité que se réserve le maître d'œuvre est réputée n'atténuer en rien la responsabilité du titulaire vis-à-vis de l'ouvrage public ou aux usagers de la voie publique.

Le titulaire devra s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux voies d'accès.

2.8.4 Nettoyage de chantier et gestion des déchets

Indépendamment de l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire doit le maintien permanent en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire de son emprise de chantier.

Le titulaire doit la gestion des déchets produits pas les travaux comprenant :

- Manutention, montage, descente, chargement sur camions, vidage, traitement transports, etc -
- Orientation vers les filières de recyclage et/ou de revalorisation compris tous les frais d'acheminement et d'élimination
- Le contrôle de l'élimination finale, conformément à la réglementation en vigueur
- Evacuation au fur et à mesure de leur production par tous moyens

La gestion et traitement des déchets doit prendre en compte toutes les normes et règlements en vigueur.

Les déchets sont à trier suivant les trois catégories ci-après :

- Les déchets industriels dangereux : ce sont des déchets qui contiennent des éléments toxiques comme les solvants, les peintures, les peintures contenant du plomb, les décapants, les diluants, les colles, les bois traités. Leur élimination nécessite un traitement particulier.
- Les déchets industriels banals : assimilables aux ordures ménagères, ils ne sont pas dangereux pour l'environnement et sont constitués de métaux, plastiques, plâtre, verres, pvc
- Les déchets inertes : ce sont des déchets qui ne se décomposent pas et qui proviennent essentiellement de chantiers (gravats, ...)

2.8.5 Interdictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents.

La police pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier et d'y placer ses agents à l'occasion de visites officielles. Elle pourra prescrire le déplacement de matériel ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

Par ailleurs, un dispositif de mesure des vibrations pourra être mis en place, assorti d'un seuil d'alerte.

2.8.6 Obligations, règlements et sécurité, comportement du personnel

a) Obligations, règlements et sécurité

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du pilote les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Le titulaire du marché est tenu de se conformer strictement aux prescriptions impératives suivantes :

- les ouvriers des titulaires de chacun des lots devront présenter au gardien de chantier leur carte de circulation chaque matin, à la prise de travail.
- La carte de circulation est délivrée sur demande expresse du titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur : elle devra être restituée au départ du titulaire intervenant.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du pouvoir adjudicateur, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

b) Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement des sites. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux des sites sans exception.
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du pouvoir adjudicateur, de la maîtrise d'œuvre ou, le cas échéant, du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :

- être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux.
- être muni d'un badge défini dans les conditions du PGCSPPS pour le contrôle d'accès.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier.

Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité fixée dans le CCAP des marchés subséquents.

c) **Permis feu**

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu.

2.8.7 Travaux en présence de plomb et/ou amiante

Les entreprises sont tenues d'appliquer rigoureusement la réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb et/ou amiante. Elles devront prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter l'ensemble des prescriptions de la notice P.G.C. établit par le coordonnateur S.P.S. : protection des personnes intervenantes, protections individuelles, collectives, protocole d'intervention de non-contamination des installations de chantier, récupération des déchets et élimination.

2.8.8 Fin de chantier

Outre le nettoyage de chantier et la remise en état des emplacements des installations, le titulaire devra veiller au nettoyage définitif des surfaces terminées avant réception. Afin d'assurer ces nettoyages, le maître d'ouvrage, s'il y a lieu fera appel à une entreprise spécialisée de nettoyage qui interviendra simultanément avec les équipes de finition, les frais d'intervention étant pris en charge dans le cadre des dépenses communes de chantier.

Le candidat est présumé avoir pris en compte toutes les incidences de ces dispositions et mesures dans tous les éléments de son offre (aspect technique et aspect financier).

2.9 ECHANTILLONS, PROTOTYPES, PIECES DE RECHANGE, BONS DE COMMANDE DES TITULAIRES

2.9.1 Échantillons

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments nécessaires à l'exécution des travaux.

Les échantillons témoins ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) sont prévus, les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par le maître d'œuvre pour permettre le respect des délais d'exécution des travaux.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution des travaux et sanctionnés en tant que tel.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

2.9.2 Prototypes

Sans objet

2.9.3 Pièces de rechange

L'option pièces de rechange sera notifiée au titulaire par ordre de service accompagné de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur. Cette décision pourra intervenir à n'importe quel moment pendant la durée du marché. Il précisera le lieu de stockage, ainsi que les dates et heures possibles de livraison.

Les pièces de rechange seront emballées en vue d'un stockage de longue durée. Chaque colis comprendra des pièces de même nature avec mention lisible sur l'emballage des pièces contenues dans le colis.

Le titulaire fournira également un état récapitulatif des différents colis avec mention de chaque pièce livrée.

Le titulaire acheminera les pièces jusqu'au local de stockage spécifié dans l'ordre de service.

Les opérations de vérifications et de réception seront effectuées dans le local de stockage. Le titulaire est donc responsable de toute dégradation intervenant lors de l'acheminement des colis.

ARTICLE 3 - MISE EN SERVICES ET RECEPTION

La mise en service et essais des équipements et installations exécutées dans le cadre de cet accord-cadre sont réputés intégrés dans les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'Art et seront soumis à la réception du maître d'œuvre. Les parties refusées devant être retirées du chantier et remplacées dans le plus bref délai et cela même après la mise en place.

3.1 REMISE DES D.O.E.

A fournir dans un délai de 15 jours après la réception des travaux :

- Le titulaire devra fournir 2 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique.